

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 28/01/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **GRAVIRHIN**

MASCHIECKE  
68190 ENSISHEIM

Références : 0251\_2022\_01\_27\_GRAVIRHIN\_VIIC déchets inertes

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement GRAVIRHIN implanté au lieu-dit MASCHIECKE, 68190 ENSISHEIM. L'inspection a été annoncée le 18/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet a porté sur le suivi des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2015 dont notamment le suivi de l'exploitation, la surveillance des rejets aqueux, la surveillance des niveaux sonores et la gestion des déchets inertes non dangereux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAVIRHIN
- Lieu dit MASCHIECKE - 68190 ENSISHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700251
- Régime : Autorisation

La Société Gravirhin exploite à sec puis en eau, à Ensisheim, une carrière alluvionnaire d'une superficie d'extraction d'environ 5,7 ha.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le suivi de l'exploitation,
- gestion des déchets inertes non dangereux,
- surveillance des eaux superficielles et souterraines,
- surveillance des niveaux sonores des installations.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 8.5.1; 8.5.2 et 8.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Etude piezométrique	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 8.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 9.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 5.2.2.3	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des boues issues du bassin décantation	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 4.3.3 et 5.2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prélèvement eau	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 1.2.3 et 4.1.1	/	
Création des piezomètres	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 9.2.4.1.1	/	
Auto surveillance eau	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 9.2.3.1, 9.2.4.2.1 et 9.2.4.2.2	/	

Il a par ailleurs été observé que l'exploitant respecte la moyenne de production annuelle fixée dans son arrêté d'autorisation ainsi que son phasage d'exploitation.

Toutefois, il devra se positionner sur les moyens utilisés pour effectuer l'extraction sous eau. En effet, dans son dossier de demande d'autorisation, déposé en août 2014, l'exploitant envisageait de réaliser cette opération au moyen d'une drague flottante or, l'exploitant a déclaré lors de la visite d'inspection qu'il effectuait l'extraction sous eau avec une dragline sur une campagne d'environ 3 mois réalisée par un prestataire.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats ont révélé trois non-conformités nécessitant une action corrective sous un délai maîtrisé. Ces non-conformités concernent principalement la mise à jour du plan d'exploitation, la surveillance du niveau sonore des installations et la réalisation de l'état de la hauteur de la nappe. En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens avec une échéance adaptée à chacun des constats. Les constats ont également mis en évidence deux faits susceptibles de mise en demeure relatifs à la gestion des déchets inertes pour lesquels une réponse de l'exploitant est attendue dans un délai maîtrisé.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Plan de gestion des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 5.2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation,</li><li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis,</li><li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement,</li><li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets,</li><li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets,</li><li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées,</li><li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol,</li><li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets,</li><li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées son plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à lui transmettre ce plan au mois de mars 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Gestion des boues issues du bassin décantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 4.3.3 et 5.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bassin décantation
<p><b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 4.3.3. Gestion des ouvrages : Gestion des ouvrages : conception, Entretien, dysfonctionnement " [...] Le bassin d'infiltration des eaux de lavage de matériaux doit être entretenu régulièrement et a minima 1 fois par an.  [...]  Les dispositions suivantes s'appliquent à l'entretien et le suivi de ces bassins ( infiltration, décantation) : [...] - les dates d'entretien de ces ouvrages de traitement/décantation sont portées sur un registre et archivées ; ce registre est tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées ou communiqué sur simple demande, - les matériaux de curage de ces ouvrages de traitement sont considérés comme des stériles d'exploitation : • les quantités récupérées sont portées sur le registre, [...]"</p> <p>Article 5.2.2.2 Stockage "[...] Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes."</p>
<p><b>Constats :</b> Le bassin d'infiltration des eaux de lavage de matériaux a fait l'objet d'un entretien le 11 octobre 2021.  L'exploitant tient un registre contenant les dates d'entretien de cet ouvrage et les quantités récupérées uniquement depuis l'année 2021. Un seul entretien est donc présent dans ce registre.  L'inspection des installations classées a constaté un glissement au niveau du stockage des déchets inertes (dont les boues issues du bassin de décantation). L'exploitant s'assurera de la stabilité de ce stockage et le reportera sur le plan topographique (cf. constat n°3).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 8.5.1; 8.5.2 et 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>ARTICLE 8.5.1. CONTENU</b></p> <p>"Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dates des levés,</li> <li>• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,</li> <li>• les bords de la fouille,</li> <li>• les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1,</li> <li>• les installations annexes, les diverses infrastructures (les accès, l'installation de traitement et les tapis, la mare, le bassin d'infiltration des eaux de lavage, les éventuels bassins de décantation des eaux de lavage et des eaux pluviales de ruissellement des voiries et zone de stockage de matériaux, le positionnement de la drague et des bandes transporteuses, la fosse septique, ...),</li> <li>• les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,</li> <li>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,</li> <li>• l'emplacement exact du bornage,</li> <li>• le secteur de la pelouse calcaréo siliceuse,</li> <li>• les zones dangereuses repérées en application de l'article 8.2.1 et identifiées comme telles sur le plan,</li> <li>• la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,</li> <li>• l'étendue des zones décapées,</li> <li>• les emplacements des stockages de déchets inertes (stériles) et de terres de décapage et de découverte,</li> <li>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,</li> <li>• l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remises en état,</li> <li>• les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'arrêté d'autorisation d'exploiter (article 1-11), aux décisions des dérogations d'espèces susvisées et au plan de remise en état final,</li> <li>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,</li> <li>• les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</li> <li>• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des talus d'exploitation."</li> </ul> <p><b>ARTICLE 8.5.2. MISE A JOUR</b></p> <p>"Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8.5.1, avant le 31 juillet de chaque année, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux (2) ans."</p> <p><b>ARTICLE 8.5.3. COMMUNICATION DU PLAN</b></p> <p>"[...]</p> <p>Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 8.5.1 est communiqué à l'inspecteur des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tous les deux (2) ans, au plus tard le 15 septembre</li> <li>• à compter du 15 septembre 2015.</li> </ul> <p>[...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été réalisé le 27 février 2020.</p> <p>Toutefois, l'exemplaire présenté à l'inspection des installations classées lors de l'inspection était illisible. En conséquence, l'inspection des installations classées n'était pas en mesure de vérifier sa complétude ni le respect des conditions d'extraction définies notamment au chapitre 8.3 de</p>

l'arrêté préfectoral du 10/07/2015. En outre, ce plan aurait dû être actualisé en 2021 et comporter les courbes bathymétriques suite à la création du plan d'eau.
L'exploitant devra actualisé son plan d'exploitation et le transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### Nom du point de contrôle : Prélèvement eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 1.2.3 et 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES "L'établissement comprend : [...] • un puits de pompage des eaux souterraines (débit de 100 m3/h au maximum 8 heures de pompage/jour) pour alimenter l'installation de traitement de matériaux, [...]."  ARTICLE 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau "[...] L'installation de prélèvement doit être munie d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés semestriellement et annuellement, ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile, sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. [...]." 
<b>Constats :</b> L'exploitant relève semestriellement l'index du compteur volumétrique associé au puits de pompage des eaux souterraines. Ce relevé est reporté sur un registre. Le volume prélevé au 1er semestre 2020 est de 9 228 m3 et de 24 679 m3 au second semestre, soit un volume annuel de 33 907 m3. Le volume prélevé au 1er semestre 2021 est de 18 854 m3 et de 20 087 m3 au second semestre, soit un volume annuel de 38 941 m3.
<b>Observations :</b> Un calcul de la moyenne de la consommation quotidienne devrait être a minima effectué par l'exploitant afin de vérifier que le débit de 800 m3/jr est respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle : Création des piezomètres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 9.2.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de surveillance eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9.2.4.1-1 : conception du réseau "[...] Au plus tard le 30 septembre 2016, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport justifiant de l'implantation de son réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines : - les puits de contrôle « amont » et « aval » auront du être mis en place (dans le respect des prescriptions de l'article 9-2-4-1-2 ci après), [...] - ces puits doivent avoir été déclarés par l'exploitant auprès du Service Géologique Régional du BRGM (il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiant unique de celui-ci), - ce rapport d'implantation doit préciser notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• le lieu précis d'implantation (plan d'implantation) avec les coordonnées Lambert des ouvrages,</li><li>• les indices BSS attribués à chacun des ouvrages,</li><li>• les informations techniques de conception des ouvrages (coupes d'implantation, hauteur de crépinage, etc.)."</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence des piézomètres amont et aval qui ont été installé le 15 septembre 2017.  Le rapport technique a été remis à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> Le numéro BSS de ces ouvrages devra être mentionné dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire.  Les rapports techniques relatif à la création des piezomètres remis le jour de l'inspection concernent le même ouvrage. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours, le rapport du second ouvrage (distincte du BSS003VKKC/ X situés aux coordonnées X 007°24'23"E; Y 047°51'2044N).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Auto surveillance eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 9.2.31, 9.2.4.2.1 et 9.2.4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto surveillance eau

**Prescription contrôlée :**

Article 9.2.31 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

" Point n°1 – eaux de lavage matériaux rejetées dans le bassin d'infiltration, en sortie de la canalisation de rejet :

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
pH	<b>annuelle</b> ( <i>au plus tard les 30 juin</i> )	/
MEST		NFT 90-105
DCO		NFT 90-101
Hydrocarbures		NFT 90-114

[...]"

Article 9.2.4.2-1 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

"[...]

l'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées, selon les dispositions définies aux tableaux ci-dessous :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
- à préciser - à préciser	- Puits Amont - Puits Aval - plan d'eau	<b>Semestrielle;</b> en périodes de: - basses eaux - hautes eaux  les paramètres (*) ne sont à rechercher qu'une fois par an, en période de Hautes eaux	hydrocarbures	2962
			Température (*)	1301
			PH (*)	1302
			COT	1841
			Conductivité	1303
			Chlorures	1337
			Fer	1393
			Arsenic	1369
			Nickel	1386
			Cadmium	1388
			Chrome	1389
			Cuivre	1392
			Aluminium	1370
			Zinc	1383
			Manganèse	1394

[...]"

Article 9.2.4.2 - 2 - Suivi piézométrique

"[...]

Au moins une fois par an, et de préférence en période de Hautes eaux, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des puits de surveillance.

Le puits de surveillance « Amont » étant le puits de pompage du site alimentant l'installation de traitement de matériaux, les dispositions sont prises pour que lors du relevé du niveau piézométrique :

- ce niveau soit représentatif du toit de la nappe dans le secteur,
- ce niveau puisse être comparé avec ceux du puits « aval » et du plan d'eau de la carrière, afin de pouvoir tracer la carte des courbes isopièzes.

[...]"
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a examiné les résultats des derniers prélèvements, datés des 16 et 17 novembre 2021, effectués sur les eaux superficielles et les eaux souterraines du site. Ces résultats sont conformes aux exigences réglementaires.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à réaliser le contrôle de la qualité des eaux souterraines semestriellement pour les paramètres concernés. Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit, une fois par an, joindre aux résultats d'analyses de la surveillance des eaux souterraines une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Nom du point de contrôle : Etude piezométrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude piezométrique
<b>Prescription contrôlée :</b> ARTICLE 8.3.3. Exploitation en eau "Lors de la mise en eau du fond de la carrière, et sur la base des informations piézométriques semestrielles au droit des puits Amont et aval de surveillance de la qualité des eaux souterraines, un état précis de la hauteur du toit de la nappe sera réalisé et transmis au préfet, avant fin décembre 2017.  Il sera notamment tenu compte de cette information afin de réviser les hauteurs de réalisation de certain des aménagements imposés au présent arrêté d'autorisation d'exploiter, tels que : - la cote des zones de hauts-fonds, - la hauteur des dispositifs de protection des zones de petites mares pour le développement du crapaud calamite et du Crapaud vert, qui doivent être déconnectées du plan d'eau de la carrière et non impactées en ces de Hautes eaux. [...]"
<b>Constats :</b> A la suite de la mise en eau du fond de la carrière, l'exploitant n'a pas réalisé un état précis de la hauteur du toit de la nappe.  En conséquence il ne s'est pas positionné sur la nécessité de réviser les hauteurs de réalisation de certain des aménagements tels que : - la cote des zones de hauts-fonds, - la hauteur des dispositifs de protection des zones de petites mares pour le développement du crapaud calamite et du Crapaud vert.  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son étude piezométrique dans un délai d'un an et son positionnement sur la hauteur de la réalisation des aménagements susmentionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 9.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> "Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès la mise en exploitation de la drague flottante et en tout état de cause avant fin 2016, puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander."
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas effectué de contrôle des niveaux sonores des installations du site. Bien que la carrière ne soit pas encore exploitée avec une drague flottante, ce contrôle devait être effectué avant la fin de l'année 2016 et reconduit tous les 5 ans (soit avant la fin de l'année 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription